

Pop-Up Renouvellement Urbain « le quartier moteur »

Lectures conseillées / Quelques références bibliographiques

Avril 2018

1. Renouvellement urbain, NPNRU : généralités

Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140222&numTexte=2&pageDebut=03138&pageFin=03148

Règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)

validé par le conseil d'administration du 16 juillet 2015

http://www.anru.fr/index.php/fre/content/download/21902/325190/file/RGA_NPNRU_valide_CA_16_juillet_2015.pdf

Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville 2017-2021

Région Hauts-de-France, Délibération n° 20161396, 13 octobre 2016.

http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2016/10/13/DELIBERATION/20161396.pdf

Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170046, 2 février 2017.

http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2017/02/02/DELIBERATION/20170046.pdf

Notebook Le projet urbain

IREV, 2017. 98 p.

Le Notebook est un cahier d'exercice et d'éclairage pour accompagner les professionnels dans l'élaboration de leurs projets urbains. Il s'inscrit dans une logique de soutien aux projets locaux en lien avec la Politique de la ville et le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Il s'adresse aux chefs de projet renouvellement urbain et politique de la ville, aux partenaires de ces projets (agents de l'État, bailleurs sociaux, collectivités), aux étudiants et aux habitants (notamment conseillers citoyens) intéressés par les questions urbaines.



Etude nationale sur la prise en compte de la spécificité urbaine dans le cadre des programmes opérationnels régionaux 2014-2020

CGET, octobre 2015. 93 p. + annexes

La présente étude a pour objectifs d'analyser de quelle manière les autorités de gestion régionales se sont saisies de la question urbaine dans l'élaboration de leur programme opérationnel régional et notamment de quelle manière ont été appréhendés la politique de la ville et les quartiers prioritaires. Ainsi l'étude a comme objectifs d'établir finement les projets à dimension urbaine qui pourront être financés en France par les fonds structurels (FEDER-FSE) entre 2014 et 2020.

http://www.europe-en-france.gouv.fr/content/download/33937/349407/file/20151119_etude_urbaine_PO_redaction_VF_fiches.pdf

Simone & Lucien Kroll : une architecture habitée

BOUCHAIN Patrick (dir.), Actes Sud, 2013.

Depuis les années 1960, l'œuvre de Lucien Kroll, architecte bruxellois, et de son épouse, paysagiste, relève d'une architecture relationnelle, fondée sur la recherche du "sentiment d'habiter". Cet ouvrage présente une sélection de douze projets représentatifs de leurs réalisations et un reportage dans un quartier de ville nouvelle, trente ans après sa construction en participation.



Amiens 2030 : le quotidien en projets

TIXIER Nicolas, Bazar urbain, 2013.

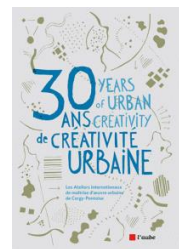
Cet ouvrage présente les résultats d'un travail de plus de deux ans réalisé par le groupement de praticiens et chercheurs : Bazar Urbain/ Contrepoint/ Chronos/ Zoom. Il a été développé dans le cadre de la consultation lancée en 2010 par la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole pour imaginer son futur métropolitain à l'horizon 2030. La singularité de la démarche repose sur deux idées fondatrices : celle d'une "fabrique ordinaire" du territoire (et non seulement extraordinaire), celle de la prise en compte en amont des "paroles et pratiques habitantes" (et non seulement en aval) (...).



30 ans de créativité urbaine : les Ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine de Cergy-Pontoise

DETRIE Nicolas, Ed. de l'Aube, 2012. 234 p.

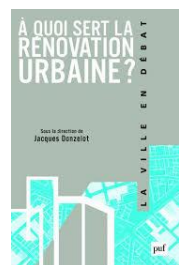
Pour célébrer les 30 ans d'existence de cette association à but non lucratif que sont les Ateliers, ces contributions reviennent sur son histoire humaine, intellectuelle, politique à travers la présentation de la maîtrise d'œuvre urbaine, des articles illustrés et des entretiens.



A quoi sert la rénovation urbaine ?

DONZELOT Jacques, Presses universitaires de France (Puf) (La ville en débat), 2012. 238 p.

Cet ouvrage collectif publié à l'aube du PNRU 2 (programme national de rénovation urbaine 2), s'attache à analyser les réussites et les échecs de cette politique au regard de la question de la mixité sociale, considérée comme enjeu majeur et condition indispensable à la résolution des maux des banlieues, à savoir le chômage, l'insécurité, l'échec scolaire. La première partie retrace l'histoire et l'approche de la rénovation urbaine et des grands ensembles dans les années 70 et 80 ; de la question immobilière à la question sociale et la paupérisation des publics. Les modalités de mise en œuvre de la politique de rénovation urbaine, à partir des années 2000, sont abordées dans un second temps à travers les succès et les échecs de l'agence nationale de rénovation urbaine (Anru). La dernière partie est consacrée aux effets de la rénovation urbaine sur les lieux et les gens avec un chapitre traitant de la

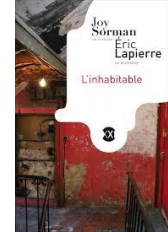


question de la fin des grands ensembles, d'une nouvelle configuration de l'habitat et des nouveaux arrivants.

L'inhabitable

SORMAN Joy, LAPIERRE Éric, Ed. Alternatives, Pavillon de l'Arsenal, 2011.

En 2001, il restait plus de 1.000 immeubles insalubres à Paris. En 2010, il n'en reste presque plus. Joy Sorman est partie à la rencontre des habitants de ces quartiers : elle dresse un tableau de cette réalité sociale. Éric Lapierre, urbaniste, retrace l'histoire de cet habitat et des programmes successifs de réhabilitation.



Construire ensemble, le grand ensemble : habiter autrement

Préface Patrick Bouchain, Actes Sud, 2010.

L'équipe de Construire ensemble, le grand ensemble est composée d'architectes qui expérimentent une autre façon de produire et de gérer l'habitat collectif.

Construire autrement : comment faire ?

Patrick BOUCHAIN, Actes Sud, 2006.

Patrick Bouchain décrit sa méthode de travail en architecture, la part de travail du constructeur et celle du scénographe. Il tient compte des habitudes de chacun comme de la convivialité et de l'aspect économique. Il invite paysagistes, artistes, cinéastes ou philosophes à prendre la parole. Points de vue de Daniel Buren, de Gilles Clément, de Jean Lautrey ou de Michel Onfray.



40 ans de la politique de la ville

Urbanisme, hors-série n°62, novembre-décembre 2017.

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) est le partenaire de ce numéro hors-série de la revue Urbanisme publié dans le cadre de la démarche « Les 40 ans de la politique de la ville, inventons les territoires de demain ». Une série d'événements, locaux et nationaux, organisés ou labellisés par le CGET vont se dérouler dans les prochains mois. Ce numéro hors-série contribuera à les accompagner. Il s'ouvre sur un dialogue autour de la question de « l'alliance des territoires » entre le Commissaire à l'égalité des territoires, Jean-Benoît Albertini et Marie-Christine Jaillet, directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la politique de la ville et des dynamiques métropolitaines. Au sommaire : des interviews d'élus (Caroline Cayeux, maire de Beauvais et présidente de l'association Villes de France, Olivier Klein, maire de Clichy-sous-Bois et président de l'ANRU, Frédéric Leturque, maire d'Arras), des analyses d'experts et de chercheurs, des fiches sur les transformations de villes et de quartiers emblématiques (Rive Droite de Bordeaux Métropole, Brest-Pontanézen, Chanteloup-les-Vignes, Vaulx-en-Velin), des cartes de l'évolution de la géographie prioritaire (depuis le programme « Habitat et Vie sociale »), des contributions historiques et de plusieurs responsables du CGET, des références bibliographiques.



2. Mixité sociale, politique de peuplement et relogement

Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

Ce texte est la traduction législative d'une partie des mesures issues des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté des 6 mars et 26 octobre 2015. La loi consacre 3 priorités indispensables pour retisser les liens de la communauté nationale : la citoyenneté et à l'émancipation des jeunes, le logement pour lutter contre la "ghettoisation" de certains quartiers et l'égalité réelle.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/1/27/2017-86/jo/texte>

Loi Egalité et Citoyenneté : pour l'égalité des chances et la mixité sociale dans l'habitat.

Titre 2 : Logement

Brochure du Ministère du logement et de l'habitat durable, janvier 2017, 4 p.

http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/l16223_depliant-egalite-territoire_def_web.pdf

Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028772256&categorieLien=id>

Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU).

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000207538&dateTexte=20160302>

Analyse du volet Logement de la loi Egalité Citoyenneté. Repères droit et fiscalité n°29

Union sociale pour l'Habitat, collection Cahiers, février 2017. 84 p.

Le relogement dans le cadre du programme national de rénovation urbaine

VANDERSTOCKEN Alexis (CGET – ONPV), ANRU, in *Rapport ONPV 2017*.

Cette fiche thématique fait partie du zoom, composé de 7 fiches thématiques, réalisé par l'ONPV sur « le renouvellement urbain comme pilier de la politique de la ville ». Ces fiches font notamment le point sur l'avancement physique, financier et contractuel (combien de protocoles et conventions signés) du programme national de rénovation urbaine.

<http://www.onpv.fr/uploads/media/items/ra-onpv-fiches-3-7-3-13-sans-num%C3%A9ro.original.pdf>

Les discriminations dans l'accès au logement en France : Un testing de couverture nationale

LE GALLO Julie, L'HORTY Yannick, DU PARQUET Loïc, PETIT Pascale, Travail, emploi et politiques publiques (TEPP) (Rapport de recherche; n° 11), 2017. 41 p.

La méthode du testing n'a pas encore été appliquée à grande échelle en France pour mesurer les discriminations dans l'accès au logement. Des expérimentations ont déjà été menées sur ce thème mais avec des échantillons restreints ou sur des territoires particuliers. Le contraste est impressionnant avec la littérature qui s'est développée dans d'autres pays, en particulier aux Etats-Unis où les testings sont appliqués à l'accès au logement à grande échelle depuis les années 1970 et où les preuves expérimentales de discriminations sont multiples.

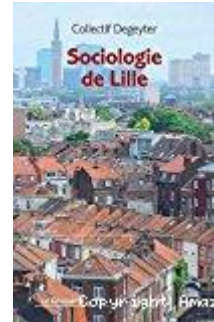
Dans cette étude, nous mesurons l'ampleur de la discrimination dans l'accès au logement du parc privé à l'aide d'un testing de couverture nationale, qui est représentatif de chacune des 50 plus grandes aires urbaines de France métropolitaine, tout en couvrant un large spectre de motifs de discriminations : l'âge, l'origine, le lieu de résidence, le statut de fonctionnaire et leurs combinaisons. Le protocole de testing mis en place permet non seulement de mesurer les différentes formes de discrimination dans l'accès au logement et leurs combinaisons mais aussi d'analyser les déterminants de ces discriminations. Nous vérifions si les discriminations dans l'accès au logement dépendent des caractéristiques du candidat (en ajoutant à leur profil des signaux de stabilité financière, avec un

statut de fonctionnaire), de celles de l'annonceur (en distinguant les particuliers et les professionnels) et de celles du contexte local.

http://www.tepp.eu/doc/users/268/bib/dalton_en_france_1311.pdf

Sociologie de Lille

Collectif Degeyter, La Découverte (Repères. Sociologie. N°692), 2017. 126 p.
Lille est une agglomération qui suite à sa désindustrialisation a opéré une reconversion tertiaire, culturelle et créative. Cependant, les inégalités socio-spatiales et le chômage persistent, la précarisation du marché du travail s'accroît et de nouvelles ségrégations apparaissent sur le plan résidentiel et scolaire, faisant de Lille la grande agglomération régionale la plus ségréguée de France. Cet ouvrage rend compte de ces transformations, indissociablement politiques, économiques et sociales, qui font de l'agglomération lilloise un site privilégié pour comprendre les dynamiques inégalitaires des villes contemporaines.



Guide Louer sans discriminer : Un manuel pour professionnaliser ses pratiques

Le Défenseur des droits, 2017. 79 p.

Ce guide a été élaboré en concertation avec des représentants des professionnels de l'immobilier, au plus près de leurs attentes et de leurs besoins d'éclairage, et à vocation à les accompagner dans leur pratique quotidienne. Il s'organise autour de trois grandes parties. La première donne des clés pour comprendre et repérer les discriminations dans le logement. La seconde propose huit points-clés pour louer sans discriminer et enfin la dernière a pour objectif d'aider les professionnels à porter une politique de non-discrimination.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/louer_sans_discriminer_un_manuel_pratique_pour_professionnaliser_ses_pratiques.pdf

Bibliographie « Mixité sociale et logement »

Réseau RECI, mars 2017, 12 p.

Cette bibliographie, non exhaustive s'inscrit dans le contexte des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté et de promulgation de la loi Egalité Citoyenneté qui consolide le cadre législatif en la matière. Le fait que la rénovation urbaine est perçue comme une expérimentation de mise en œuvre de l'objectif de mixité sociale se traduit dans le nombre de ressources de cette bibliographie y faisant référence. Vous trouverez également quelques retours d'expériences françaises et étrangères qui pourront être complétés dans les futurs travaux du Réseau.

http://reseau-rci.org/wp-content/uploads/2017/06/reseau_rci_biblio_mixite_sociale_logement.pdf

Fiche-repères : la convention d'équilibre territorial issue de l'article 8 de la loi Ville du 21 février 2014 et de l'article 97 de la loi ALUR du 24 mars 2014

CGET, novembre 2016, 35 p.

Les conventions d'équilibre territorial (CET), annexées aux contrats de ville, sont l'un des nouveaux outils partenariaux à mettre en place pour améliorer la mixité sociale à travers le logement locatif. Elles concernent les territoires des intercommunalités qui comportent un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Le but des CET : réduire les processus de spécialisation des quartiers de la politique de la ville et, plus largement, tendre vers un rééquilibrage social des territoires. Pour cela, il s'agit d'articuler la politique du logement avec les autres politiques publiques locales : emploi, déplacements, scolarisation, développement urbain, etc.

Cette fiche-repères, élaborée en lien avec la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), l'Union sociale pour l'habitat (USH), l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), présente la méthode d'élaboration de ce document, et propose des réponses aux questions qui peuvent se poser aux acteurs de la réforme des attributions. Elle s'apparente à une feuille de route partenariale, adaptable aux différents contextes sociodémographiques du territoire.

Mixité sociale, et après ?

BACQUE Marie-Hélène, CHARMES Éric, Presses universitaires de France (Puf) (La vie des idées), 2016. 106 p.

Au cœur des débats publics actuels sur les modalités d'existence et de fonctionnement d'une communauté de citoyens se trouvent les questions urbaine et territoriale. Les « ghettos » sont ainsi opposés à un idéal de mixité sociale. Mais le succès des discours en faveur de cet idéal occulte le fait que la mixité peut servir des valeurs et des intérêts très divers.

Cet ouvrage souligne la complexité des processus en cause et déconstruit plusieurs idées reçues. Il éclaire les enjeux de la ville d'aujourd'hui pour dépasser la binarité de façade entre un « apartheid » dont on connaît les méfaits et des politiques de mixité sociale dont on surestime les avantages. En s'appuyant sur les recherches urbaines les plus récentes, les auteurs discutent les effets de dynamiques actuelles telles que la gentrification, la périurbanisation ou la ségrégation.

La ségrégation urbaine

OBERTI Marco, PRETECEILLE Edmond, La Découverte (coll. Repères), janvier 2016. 128 p.

La ségrégation urbaine est souvent considérée comme un facteur essentiel de la crise urbaine, liée à l'idée de ghetto et aux quartiers populaires stigmatisés à forte concentration d'immigrés. Réduite à cette seule figure, elle est vue comme contraire à l'idéal républicain, et sa réduction est un axe central de la politique de la ville en France.

Mais, pour en comprendre la nature, les causes et les effets, il faut aller au-delà de cette simplification, la définir rigoureusement et considérer la diversité des profils sociaux et ethniques des quartiers d'une ville.

Ce livre apporte des éléments de réponse en mobilisant les outils et les paradigmes de la sociologie urbaine, et en élargissant le regard à d'autres sociétés. Il s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à la ville, étudiants, chercheurs, praticiens ou décideurs.

Marco Oberti
Edmond Preteceille
La ségrégation urbaine



Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques

FOL Sylvie, MIOT Yoan, VIGNAL Cécile, Presses universitaires du Septentrion (collection Le regard sociologique), 2014, 258 p.

Cet ouvrage analyse le rôle des mobilités résidentielles dans le creusement des inégalités sociales et territoriales et s'interroge sur la manière dont les politiques publiques peuvent influencer sur ces processus de mobilité. Les contributions révèlent l'importance de l'ancrage et les formes de résistance à la mobilité des habitants des territoires populaires. Dans ce cadre, les politiques de rénovation urbaine étudiées offrent des illustrations particulièrement intéressantes des tensions comme des impensés des politiques tournées vers la mobilité résidentielle.

Sylvie Fol
Yoan Miot
Cécile Vignal
(dir.)

Mobilités résidentielles
territoires et politiques publiques



Mixité sociale et renouvellement urbain : restitution de l'atelier technique de l'Aire métropolitaine de Lille du 22 janvier 2013

CERDD, Aire métropolitaine de Lille, Mission Bassin Minier, IREV (coll. Les sentiers débattus de l'urbanisme durable), décembre 2013, 23 p.

Cet ouvrage rend compte de l'atelier technique qui s'est tenu en janvier 2013 dans le cadre de la commission « habitat et renouvellement urbain durable » de l'association Aire métropolitaine de Lille. Il souhaite revenir sur l'expérience de plus de 15 ans de politiques publiques en matière de mixité sociale, de questionner les dispositifs existants, les échelles d'intervention, et d'identifier les bonnes pratiques et les leviers possibles pour répondre à cette exigence. En préalable, le document revient sur les ressorts de cette notion et le « décalage important entre l'injonction d'une mixité sociale prônée par les pouvoirs publics et le scepticisme des chercheurs et/ou experts vis-à-vis de cette notion et de la portée des politiques publiques explicitement tournées vers cet objectif de mixité ».

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/aml-mixite-urbaine.pdf>



Politiques de peuplement et logement social : Premiers effets de la rénovation urbaine

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), LAINE-DANIEL Fanny, NOYÉ Christophe, RATHIER Francis, La Documentation française, 2013. 213 p.

Le peuplement des logements sociaux se trouvant à la croisée des problématiques de mixité sociale, de droit au logement et de mobilité résidentielle, ce rapport vient approfondir les conclusions du rapport annuel de 2013 du CES de l'ANRU (Changeons de regards sur les quartiers) ainsi que de celui consacré aux impacts des projets de rénovation urbaine sur les mobilités résidentielles (La rénovation urbaine pour qui?). Il propose de mesurer les premiers effets de la rénovation urbaine sur l'attractivité des quartiers et leur déségrégation sociale, et présente une analyse pédagogique des enjeux du peuplement ainsi qu'une analyse factuelle et quantitative des effets d'une politique publique sur l'occupation des logements sociaux. Enfin, il explicite les résultats obtenus en mettant en avant les contraintes conjoncturelles et structurelles permettant de dévoiler des pistes de réflexion pour l'avenir.



La rénovation urbaine : pour qui ? Contributions à l'analyse des mobilités résidentielles

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), BOURDON Daniel, NOYÉ Christophe, FAYMAN Sonia, La Documentation française, 2012. 117 p.

Ce document met en regard les intentions et les effets du Programme national de rénovation urbaine (PNRU) sur une vingtaine de sites en s'appuyant sur deux études de 2009 et 2011 portant sur la diversification de l'habitat et la mixité sociale, et les dynamiques sociales dans les quartiers et projets de rénovation urbaine.

Ainsi, la première partie est consacrée à l'analyse des projets de rénovation urbaine et plus particulièrement sur leur impact en terme de diversification de l'habitat. Il est également question de l'accession intermédiaire et du nouveau parc social. La seconde partie analyse les parcours résidentiels par le relogement, la population du parc privé neuf (publics visés, profil des ménages, mixité) et les effets de la rénovation urbaine sur la composition sociales des quartiers.

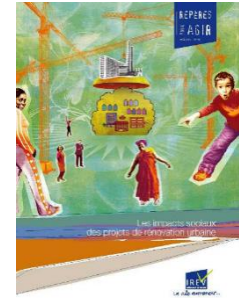


Les impacts sociaux des projets de rénovation urbaine : élaboration partagée d'un référentiel de pilotage

IREV, *Repères pour agir* n°3, 2010. 97 p.

L'élaboration des projets de rénovation urbaine sur des critères essentiellement urbains et centrés sur le logement n'a pas toujours permis de prendre en compte des finalités sociales. La réussite du programme de rénovation urbaine sera pourtant conditionnée à la « réussite sociale » des projets. L'IREV, centre de ressources politique de la ville en Nord Pas-de-Calais, a proposé aux différents acteurs engagés dans les projets de rénovation urbaine (ANRU et services de l'État, communes et intercommunalités, Région et Départements, bailleurs et autres partenaires locaux) un travail collectif d'élaboration d'un référentiel qui permette de définir et mesurer les impacts sociaux de ces projets. Cet ouvrage présente les résultats de ce travail en revenant sur la perception des finalités sociales des projets de rénovation urbaine par les acteurs locaux et l'identification des impacts sociaux attendus. Les objectifs opérationnels et les conditions de mise en œuvre sont étudiés dans une deuxième partie à travers les différents domaines d'intervention de la rénovation urbaine (habitat, relogement, cadre de vie, offre de services et la question de l'identification des besoins sociaux). La proposition de référentiel de pilotage par les impacts sociaux des projets clôture l'ouvrage. Cet ouvrage est le résultat de ce travail collectif, complété par l'analyse des experts et de l'équipe de l'IREV mobilisés au cours et à la suite de l'atelier.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=24724



Diversité sociale, Ségrégation urbaine, Mixité

JAILLET Marie-Christine, PERRIN Evelyne, MENARD François, Collection recherche du Puca n°180, mai 2008.

« Diversité sociale », « ségrégation urbaine », « mixité »..., autant de termes qui font flores aujourd'hui et qui témoignent de l'importance de la composition et de la segmentation sociale de nos villes. On les retrouve dans les travaux de chercheurs, dans les rapports ministériels, dans les textes réglementaires, dans les copies d'étudiants et même dans la presse quotidienne. Pour autant, les questions de société qui se cachent derrière sont-elles aussi claires qu'on voudrait parfois le croire ? Ces termes et les questions qu'ils soulèvent ont une histoire et traduisent des débats. Ils nous servent à décrire les territoires urbains et leur renouvellement mais finissent par faire écran à l'analyse, à force d'être employés pour désigner des situations et des processus parfois assez différents les uns des autres. Surtout, ils sont mobilisés – certains diront « instrumentalisés » – pour justifier telle politique, telle opération ou au contraire pour les dénoncer.

L'objet du présent ouvrage est de présenter des contributions de chercheurs, sociologues, géographes, anthropologues, historiens, juristes... rédigées à l'occasion d'un séminaire de recherche initié par le Plan Urbanisme Construction Architecture. Il ne s'agit donc pas d'un travail lexicographique, mais d'un ensemble d'analyses visant à éclaircir la compréhension d'enjeux qui sont au cœur des transformations et des politiques urbaines aujourd'hui, en France, en Europe et ailleurs.

Logement Connect : une borne interactive d'information sur l'offre de logement sur la CAMVS

IREV, 8 juin 2017.

Il s'agit d'un bref article présentant le projet « Logement Connect », borne interactive et numérique mise en place sur la Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre.

<http://www.irev.fr/actualites-0/logement-connect-une-borne-interactive-dinformation-sur-loffre-de-logement-sur-la-camvs>

Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur - document cadre

Métropole Européenne de Lille (MEL), mai 2017. 53 p.

Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur (de logement social), dit « Plan de gestion » fixe les conditions pour satisfaire le droit à l'information pour les demandeurs de logement social et accueillir tout demandeur qui le souhaite. Il prévoit qu'un lieu physique et inter-partenaires soit créé pour l'accueil et l'information du demandeur. Il présente les dispositions pour une gestion partagée de la demande entre partenaires.

<http://www.lillemetropole.fr/files/live/sites/lmceu/files/docs/HABITAT/Plan%20de%20gestion.pdf>

Convention intercommunale d'équilibre territorial – document cadre

Métropole Européenne de Lille (MEL), mars 2017. 55 p.

L'objectif de cette convention est de préserver le vivre ensemble, favoriser la mixité et la cohésion sociale, satisfaire le droit à l'information pour les demandeurs de logement social, permettre d'accueillir tout demandeur de logement social qui le souhaite, partager et harmoniser la gestion des attributions et des demandes de logement social à l'échelle métropolitaine. Un ensemble d'actions est à mettre en œuvre pour articuler et gérer les politiques de demain sur les attributions et la gestion de la demande de logement social au service des habitants de la métropole lilloise.



http://hlm-nord-pas-de-calais.org/PDF/docs-actu/CIL_ciet_mel_2017.pdf

Charte métropolitaine de relogement : Document cadre

Métropole européenne de Lille (MEL), 2017. 47 p.

La charte métropolitaine de relogement des Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain (NPNRU) annexe de la Convention Intercommunale d'Equilibre Territorial, fixe les modalités opérationnelles d'organisation des relogements et d'accompagnement, notamment social, des ménages concernés. Elle vise à garantir des relogements de qualité, par la mobilisation de nombreux partenaires, au premier rang desquels tous les bailleurs sociaux, permettant ainsi de rendre possible la fluidification des parcours résidentiels sur tout le territoire métropolitain de la Métropole Européenne de Lille.

http://hlm-nord-pas-de-calais.org/PDF/docs-actu/CIL_charte_metropolitaine_relogement_mel_2017.pdf

3. Innovation sociale et tiers lieux

Développement de tiers lieux du numérique

Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170471 du 18 mai 2017

http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2017/05/18/DELIBERATION/20170471.pdf

Feuille de route numérique de la région Hauts-de-France

Région Hauts-de-France, novembre 2016.

Cette feuille de route vise à accompagner la transition numérique de la région Hauts-de-France. Cette transition s'articulera également avec la Troisième révolution industrielle (REV3) qui associe l'essor du numérique au développement des énergies renouvelables tout en promouvant de nouveaux modèles économiques. La feuille de route s'articule autour de quatre axes : garantir l'équité d'accès au très haut débit ; réussir le pari des usages et de l'innovation ; relever le défi de l'emploi en s'appuyant sur le numérique ; fédérer les acteurs de la transition numérique.

<http://www.hautsdefrance.fr/nouvelle-feuille-de-route-numerique/>

Délibération cadre sur la feuille de route numérique du 24 novembre 2016

http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2016/11/24/DELIBERATION/20161755.pdf

Accompagnement au changement d'échelle des projets locaux socialement innovants - Analyse des rôles de l'acteur public

CGET, novembre 2017. 55 p.

Afin de faire bénéficier des innovations sociales au plus grand nombre et d'en amplifier les impacts, le processus de changement d'échelle des innovations nécessite de repenser en profondeur les stratégies et les modalités d'accompagnement mises en œuvre par les acteurs publics. Cette étude pointe les enjeux et identifie des pistes d'actions pour améliorer le rôle des acteurs publics.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/etude-innovation-sociale-cget-2017_0.pdf

Innover dans les quartiers en rénovation urbaine

ANRU, juillet 2017.

Parmi les exemples de projet d'innovation sociale et urbaine, un en région : à Roubaix, présentation du projet de remise sur le marché de maisons vacantes et dégradées, permettant leur réhabilitation et l'accession à la propriété à moindre coût.

<http://www.anru.fr/index.php/fre/content/download/25053/357975/file/Innover%20dans%20les%20quartiers%20en%20RU%20juillet%202017.pdf>

Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines

BESSON Raphaël, in *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], mis en ligne le 14 juin 2017.

La notion de tiers-lieux recouvre des réalités multiples, comme des projets de *coworking spaces*, de living labs et de fab labs. Certains tiers-lieux s'intéressent tout particulièrement à la ville et aux nouvelles conditions de la fabrique urbaine. En s'appuyant sur des méthodes d'innovation ouverte et le potentiel des outils numériques, ces tiers-lieux défendent l'idée d'un urbanisme qui ne soit plus le patrimoine exclusif d'experts, mais qui soit co-produit avec les habitants et les utilisateurs des villes. Cette analyse permet de mieux comprendre le rôle des tiers-lieux dans la production urbaine.

<http://tem.revues.org/4184>

Une banque de l'innovation sociale au service de l'expérimentation dans les territoires

CGET, *En Bref* #37, avril 2017. 4 p.

Avec des milliers d'initiatives innovantes qui voient le jour partout en France, l'innovation sociale connaît un développement sans précédent. Afin de recenser les initiatives les plus emblématiques et de les faire connaître, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Délégation interministérielle à l'Économie sociale et solidaire (Diess), associés à un collectif d'une quarantaine de porteurs de projets, ont développé une plateforme de mutualisation des bonnes pratiques, qui sera accessible en ligne dès l'automne 2017.

<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-37-cget-04-2017.pdf>

Orientation du Conseil supérieur de l'ESS : Caractérisation d'un projet ou d'une activité socialement innovants,

Conseil supérieur l'économie sociale et solidaire (CSESS), février 2017. 6 p.

Afin de faire reconnaître l'innovation sociale comme innovation à part entière et de faciliter l'accès des projets socialement innovants aux dispositifs classiques d'accompagnement et de financement de l'innovation, la Commission « Ecosystème de l'innovation sociale » du CSESS a proposé des orientations, approuvées en février 2017. Ces orientations concernent uniquement l'innovation sociale entrepreneuriale et n'ont pas vocation à caractériser d'autres formes d'innovation sociale : innovation sociale citoyenne, innovation sociale dans les politiques publiques... Le CSESS propose ainsi une grille de caractérisation, composée d'un faisceau de critères répartis dans trois catégories : besoins sociaux et implication des acteurs, autres effets positifs, expérimentation et prise de risque. Cette grille s'accompagne d'une note de recommandations d'utilisation.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20170522/csess_caracterisation-innovation-sociale_201702.pdf

Le bruit des idées : enquêtes sur des projets d'innovation territoriale

Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Fondation SNCF, novembre 2016. 98 p.

De septembre 2015 à juin 2016, quatre élèves du master politiques publiques de Sciences Po Paris et quatre élèves de l'école Emile Cohl ont sillonné la France pour découvrir et nous faire partager des initiatives innovantes au croisement des enjeux publics et des dynamiques associatives. Ils en ont rapporté huit reportages en bande dessinée dans lesquels ils restituent ce qu'ils ont vu et entendu, partagent leurs doutes et leur enthousiasme, et nous donnent à entendre le bruit que font les idées lorsqu'elles entrent dans le présent et deviennent réalité. Voici le fruit de leur travail, réalisé avec le soutien du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et de la Fondation SNCF.



<http://fr.calameo.com/read/00470804016c3d3a459ad>

La grande promesse. Innovation sociale : inventer les mondes de demain

SIBILLE Hugues, Rue de l'échiquier, 2016.

Selon certains, l'innovation sociale est une "voie de transformation" vers une société plus équitable, plus durable, une façon de démocratiser l'économie en la rapprochant du citoyen, de faire émerger de nouveaux modèles de développement. Pour d'autres, elle est un moyen utilisé par l'Etat et les collectivités publiques pour se désengager de politiques sociales devenues trop coûteuses et inefficaces. Ceux-là l'espèrent, ceux-ci la craignent comme rationalisation budgétaire ou transfert de missions sociales vers le



privé pour traiter la solidarité à bas coût. En s'appuyant sur sa grande expérience du secteur, Hugues Sibille nous livre avec conviction et clarté sa vision politique de l'innovation sociale, de son potentiel et de ses limites.

Tiers lieux et plus si affinités

Antoine Burret, Fyp éditions, 2015.

Présentation de ces espaces de travail collaboratif, maisons d'associations, coworking, pépinières d'entreprises, etc., et analyse des fondements et des conceptions économiques et politiques de ces lieux dont le but est de favoriser l'échange, le partage, la mutualisation des ressources et la création collective. (©Electre 2015)



Les Capteurs d'innovation sociale

Institut Jean-Baptiste Godin, janvier 2015.

Cet outil présente les éléments de caractérisation de l'innovation sociale ainsi que les questions clés liées aux éléments porteurs de ce type d'innovation, structurées en 5 dimensions : contexte, processus, résultats, impacts directs, diffusion et changement.

<http://www.institutgodin.fr/outils/capteurs-is.pdf>

Innovation nouvelle génération

BpiFrance en collaboration avec la Fing, janvier 2015. 128 p.

Cet ouvrage propose un référentiel nourri d'exemples concrets et porteur d'une approche multidimensionnelle de l'innovation. Les sociétés choisies en exemple ont, en général, une approche multidimensionnelle de l'innovation. Le classement réalisé met en avant l'axe d'innovation principal de l'offre ou de l'activité citée.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_bpifrance_guide_innovationnouvellegeneration.pdf



L'innovation sociale : un levier pour le développement des territoires

Avise, juillet 2012. 26 p.

Réalisé à l'initiative de l'ARF en partenariat avec la Caisse des Dépôts et avec l'appui technique de l'Avise, ce guide est destiné aux élus et techniciens des collectivités locales souhaitant intégrer les questions d'innovation sociale dans leurs politiques de développement. À travers de nombreux repères, analyses et bonnes pratiques, cette publication vise à encourager la création d'écosystèmes favorables à l'innovation sociale permettant ainsi de renforcer l'attractivité des territoires et la création d'emplois durables.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20140204/201207_Avise_Guide_Innovationsociale.pdf

Design des politiques publiques : la 27e région, labo de transformation publique

PAUL Christian, La Documentation française, 2010.

Cette étude illustre le partenariat existant entre les citoyens, les territoires et les réseaux à travers une trentaine de réalisations dans lesquelles les habitants ont participé à la conception des services publics. Elle détaille les méthodes utilisées puisant dans le design, l'anthropologie, l'innovation sociale, la culture technologique, les arts et les logiques d'émancipation. (©Electre 2014)



4. Participation des habitants

Projet d'Initiative Citoyenne (PIC) : nouveau dispositif du conseil régional Hauts-de-France

- Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170456 du 30 mars 2017 :
http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2017/03/30/D ELIBERATION/20170456.pdf
- Présentation du dispositif PIC : <http://www.hautsdefrance.fr/pic/>

Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville 2017-2021

Région Hauts-de-France, Délibération n° 20161857 du 13 et 14 décembre 2016

http://delibinternet.hautsdefrance.fr/Docs_Pub_NR/CommissionPermanente/2016/12/13/DELIBERATION/20161857.pdf

L'évolution de la satisfaction des habitants des communes et des quartiers concernés par le PNRU

VANDERSTOCKEN Alexis (CGET – ONPV), ANRU, in *rapport ONPV 2017*.

Cette fiche thématique fait partie du zoom, composé de 7 fiches thématiques, réalisé par l'ONPV sur « le renouvellement urbain comme pilier de la politique de la ville ». Ces fiches font notamment le point sur l'avancement physique, financier et contractuel (combien de protocoles et conventions signés) du programme national de rénovation urbaine.

http://www.onpv.fr/uploads/media_items/ra-onpv-fiches-3-7-3-13-sans-num%C3%A9ro.original.pdf

Renouvellement urbain en co-conception à Arras

GROUEFF Sylvie, in *Urbanisme* n°407, automne 2017.

Le processus d'élaboration du projet de rénovation urbaine du grand ensemble Baudimont à l'entrée ouest d'Arras se mène en co-création avec les habitants. En 2015, à l'issue d'une consultation, la Communauté urbaine d'Arras (CUA), avec la Ville d'Arras et le bailleur social Pas-de-Calais Habitat, retient l'équipe du cabinet BLAU pour la réalisation d'une étude urbaine sur le quartier Baudimont. Étaient attendues des propositions pour améliorer l'image du quartier, assurer des continuités urbaines, qualifier les espaces publics par de nouvelles fonctions et usages, interroger le devenir d'équipements et de services. Mais surtout, il y avait obligation contractuelle pour le cabinet BLAU de co-concevoir sa proposition avec les habitants et les représentants de la maîtrise.

La Masterclass citoyenne

IREV, 2017.

Le concept ? Un professionnel intervenant dans les quartiers vient raconter son métier à un groupe de conseillers citoyens. Les participants lui posent des questions sur son métier, ses pratiques professionnelles, les freins et opportunités de sa politique publique. Un temps d'échange est ensuite organisé pour pouvoir resituer le témoignage dans l'optique des conseils citoyens et de la Politique de la ville.

<http://www.irev.fr/thematiques/participation-citoyenne/la-masterclass-citoyenne>

La Masterclass citoyenne : le webdoc

IREV, Riquita, 2017.

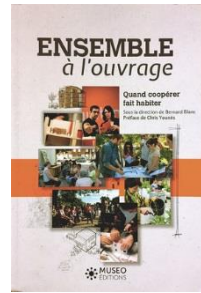
Un webdoc de la masterclass citoyenne, a été réalisé en 2017 par Riquita et l'IREV sur trois séances de masterclass pour comprendre la méthodologie mise en œuvre.

<https://spark.adobe.com/page/yGw5pWSnJ7nFD/>

Ensemble à l'ouvrage : Quand coopérer fait habiter

BLANC Bernard, Museo, 2017.

Cet ouvrage donne à partager les récits de 37 contributeurs à 10 projets d'habitats urbains d'échelle différente, de la construction neuve d'une résidence de 9 logements à l'aménagement urbain d'un centre-ville de 15 hectares, en passant par un projet de 116 logements ou la réhabilitation de 245 maisons dans un quartier populaire. Il rend ainsi compte, à travers une expression chorale, de l'engagement d'un millier de foyers et de riverains, de nos équipes et de la pluralité de partenaires (élus, architectes, urbanistes, responsables associatifs et culturels...) dans une Transition écologique et sociale fondée sur des modalités variées de coopération. Ces témoignages sensibles, dont ont été conservées l'expression comme les aspérités, définissent les conditions concrètes d'invention d'un nouvel habitat soucieux de la personne, de sa relation aux autres et au monde. Ainsi, être durable devient une philosophie de l'action et coopérer, une philosophie de la vie.



La participation citoyenne dans les quartiers : Compte rendu de la journée régionale du 1er juin 2016

IREV, 2016. 62 p.

Cette journée régionale a permis de présenter, sur différents champs, les prises d'initiatives et actions permettant une participation ascendante dans les quartiers. Elle s'est déroulée en deux temps. Un premier temps en conférence a présenté des études de cas nationaux ou internationaux tandis qu'un deuxième temps est venu, sous forme d'atelier, interroger par thématique, des projets portés régionalement.

http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/actes_journee_regionale_participation.pdf

Agir en démocratie

BALAZARD Hélène, Les Editions de l'Atelier, 2015. 155 p.

Afin de présenter les nouveaux moyens d'agir des citoyens, ce livre s'organise autour de cinq parties, correspondant chacune à une question pragmatique : comment concilier justice sociale et autonomie de la société, comment être à la fois critique et actif, comment "représenter" sans être un "représentant", comment concilier efficacité et démocratie et enfin, comment avoir du pouvoir sans être au pouvoir?

Pour y répondre, l'auteur s'appuie sur l'analyse de plusieurs expériences françaises et étrangères, notamment celle de London Citizens en Grande-Bretagne, et de l'Alliance citoyenne à Grenoble, toutes deux construites sur le modèle du "community organizing".



Chantiers ouverts au public : design des politiques publiques - la 27e région

SCHERER Pauline (dir.), La Documentation française, 2015

Un état de l'art, des pistes et des outils de la recherche en matière d'action publique. Un panorama de divers projets associant agents, élus et praticiens divers, relevant du "design des politiques publiques", un mouvement initié au Danemark. (©Electre 2016)



La ville rebelle : démocratiser le projet urbain

REVEDIN Jana (dir.), Alternatives, 2015.

Les lauréats du Global Award for Sustainable Architecture, qui remettent en question le fonctionnalisme, complice de l'exploitation sans limites des ressources et sur l'aménagement autoritaire de l'espace, ont rassemblé leurs manifestes et proposent leurs solutions alternatives. (©Electre 2016)

A Paris, des habitants s'engagent : 1954-2014, un élan citoyen au service de l'amélioration du cadre de vie et de la démocratie locale

SERRAND François, L'Harmattan, 2015.

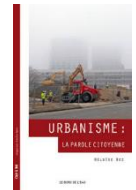
Récit d'une démarche citoyenne entreprise en 1955 dans le VIIe arrondissement de Paris puis dans le quartier des Halles, destinée à proposer des solutions aux victimes de la crise du logement suite à l'appel de l'abbé Pierre. Cette action humanitaire a été le point de départ d'un engagement de plusieurs décennies dans la vie locale, fondé sur la solidarité urbaine. (©Electre 2015)



Urbanisme : la parole citoyenne

Héloïse Nez, Le Bord de l'eau, 2015.

Une enquête sociologique sur les savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Elle examine la participation des habitants à l'élaboration des politiques urbaines et la réaction des politiques face à l'émergence d'une parole citoyenne. ©Electre 2015



Lieux, biens, liens communs : émergence d'une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904-1969

LE MAIRE Judith, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2014.

Texte remanié d'une thèse sur les origines de la pratique participative en architecture au tournant du XXe siècle. A partir d'une réflexion sur ses outils, ses acteurs et ses formes, l'auteure met en avant des figures d'architectes et urbanistes participationnistes : Le Corbusier, Kahn, De Carlo, etc. (©Electre 2015)

Mon quartier a changé ! : Ce que disent les habitants de la rénovation urbaine

Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (CES ANRU), La Documentation française, 2014. 158 p.

Le CES de l'ANRU, qui mène depuis sa création des études d'évaluation de la mise en œuvre et des impacts des projets de rénovation urbaine, a souhaité donner la parole aux principaux bénéficiaires de la politique de rénovation urbaine : les habitants des quartiers. A partir de plusieurs centaines d'entretiens réalisés dans des quartiers dont la rénovation est en voie d'achèvement, cette publication détaille l'appréciation des habitants face aux multiples aspects des projets de rénovation urbaine, mais aussi l'évolution de leur vie dans le quartier, leurs espoirs et leurs craintes.



Les habitants : acteurs de la rénovation urbaine ?

Sous la direction de Didier DESPONDS, Élisabeth AUCLAIR, Pierre BERGEL et Marie-Madeleine BERTUCCI, Presses universitaires de Rennes, 2014.

La rénovation urbaine est souvent appréhendée du point de vue des aménageurs. A l'inverse, les auteurs partent des habitants des périmètres en voie de rénovation. Ils examinent leur rôle, leurs pratiques et les enjeux des transformations de leurs territoires de vie.



Participation des habitants : de l'expression à la co-construction

IREV, *Repères pour agir* n°4, 2014. 87 p.

Cet ouvrage fait suite à l'ensemble des travaux menés en 2013 par l'IREV et s'inscrit dans le contexte de la réforme de la politique de la ville, qui doit être « coconstruite avec les habitants » (cf. loi du 21 février 2014). Il propose de retracer le cheminement de la participation des habitants, de l'étape de leur expression à celle de la co-construction mais aussi d'interroger les positionnements des organisations et institutions. Ce processus est analysé afin de décrypter les points de blocage, d'évoquer les modes d'action, les conditions de réussite et les postures à adopter pour dépasser les freins et réussir la mobilisation des habitants des quartiers.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30702



Pour une réforme radicale de la politique de la ville : ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

BACQUE Marie-Hélène, MECHMACHE Mohamed. Ministère délégué à la ville, 2013. 97 p.

Issu d'une mission confiée François LAMY, ministre délégué à la ville en janvier 2013 le rapport, remis le 8 juillet 2013, a été construit dans une optique collaborative, à partir d'échanges et d'auditions d'acteurs (responsables associatifs, élus locaux, professionnels, chercheurs). Il s'organise autour de trois grandes parties : le constat de la participation dans la politique de la ville, la stratégie proposée correspondant à une politique "d'empowerment" à la française et les six types de propositions concrètes préconisées.

<http://www.missionparticipation.fr/wp-content/uploads/2013/07/Rapport-Bacqu%C3%A9-Mechmache.pdf>

Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

CARREL Marion. ENS, coll. Gouvernement en question(s), 2013. 270 p.

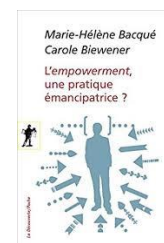
Marion Carrel croise dans cet ouvrage plusieurs courants théoriques, thématiques de recherche et terrains d'enquête afin de mettre en lumière les conditions d'émergence, les formes concrètes d'organisation et les conséquences à la fois de l'injonction participative et de l'empowerment dans les quartiers d'habitat social en politique de la ville. Elle illustre ses propos de cas concrets vécus par les habitants des quartiers. Une première partie redéfinit les contours de "l'injonction participative" en France. Une deuxième partie s'attache aux obstacles de la participation et à la difficulté de mobiliser les habitants. Les leviers, méthodes et postures favorisant un retour du pouvoir d'agir voire d'un empowerment des pauvres sont abordés dans une quatrième et cinquième partie.



L'empowerment, une pratique émancipatrice

BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole. La Découverte, 2013. 175 p.

Cet ouvrage propose une lecture à la fois pédagogique et engagée de la notion d'empowerment. Cette notion - difficilement traduisible en français - articule à la fois la dimension du pouvoir et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Les auteures ont réalisé une importante enquête leur permettant de proposer une lecture des différentes mobilisations de la notion d'empowerment en posant les enjeux qui accompagnent son introduction et sa diffusion dans plusieurs continents et différents champs : intervention sociale, développement international en faveur des femmes marqué par la pensée féministe, politiques urbaines et économiques. Issues de champs thématiques différents, elles étudient in fine les conditions d'un retour à l'empowerment comme un outil de transformation sociale.



Guide pratique du dialogue territorial : concertation et médiation pour l'environnement et le développement local

BARRET Philippe Ed. de l'Aube, 2012.

Ce guide propose aux praticiens de la concertation une méthode pour renforcer la participation en matière d'environnement, d'aménagement du territoire et de développement local. Il s'appuie sur des expériences d'accompagnement de projets dans les domaines de la protection des sites naturels, la gestion des bassins versants, l'impact d'activités industrielles ou la gestion des déchets.

La ville est à nous : manuel pour une lecture de l'espace urbain

DE BARY Isabel (dir.), Ed. Ne pas plier, 2011.

Assemblage de travaux "réalisés à l'Observatoire de la ville et au cours des Chemins de Randonnée Urbains" pour "produire, partager et diffuser une connaissance de la ville" à partir des expériences citées dans cet ouvrage. La variété des pratiques rattachées à la fonction de "faire la ville" et les éléments pédagogiques de "lecture de la ville" argumentent, "accompagn(e), suggèr(e), nourri(t); complèr(e) et réinterprèt(e) des projets possibles".

Participation citoyenne au projet urbain

MARION Christian, L'Harmattan (Coll. Questions contemporaines), 2010. 297 p.

Cet ouvrage décrit les modalités sur lesquelles reposent la participation des citoyens à un projet urbain, définie comme l'élaboration conjointe d'un site par les parties concernées. S'appuyant sur plusieurs expériences de conduite de projet urbain, et l'observation de différents modes de fabrication de la ville, l'auteur propose ainsi des appuis méthodologiques au porteur de projet souhaitant mettre en œuvre des méthodes participatives.

Concertation citoyenne en urbanisme : la méthode du Community planning

HAUPTMANN Éléonore, WATES Nick. Editions Yves Michel, 2010. 115 p.

Ce guide pratique présente la méthode du Community planning, méthode de concertation citoyenne déjà éprouvée dans de nombreux pays (Etats-Unis, Allemagne, Chine, Ecosse, Grande-Bretagne, Irlande, Islande et République Tchèque). Cette méthode a pour objectif de rendre les citoyens actifs dans l'élaboration du projet urbain et de les laisser exprimer leur créativité au contact des professionnels. Réel outil de travail, ce guide décrit chaque étape de mise en oeuvre de la méthode : le concept, le lancement, la préparation, l'évènement et les suites à donner.

Le projet urbain participatif : apprendre à faire la ville avec ses habitants

VERDIER Philippe, Ed. Yves Michel (Société civile), 2009. 264 p.

Pédagogique et accessible tout en faisant découvrir la complexité des faits et des enjeux, cet ouvrage propose à tous ceux qui s'intéressent à la préparation des projets urbains une double initiation, sociale et spatiale, et une boîte à outils complète pour comprendre ce qu'est la ville et la notion actuelle de projet urbain. Pas à pas, il nous emmène dans la complexité de la construction d'un îlot, d'un quartier, d'une Cité, sans jamais perdre le lecteur en chemin.

Au fil des pages et des étapes illustrées d'un projet urbain partagé, c'est aussi un point de vue critique qui apparaît sur les conditions de production de la ville, et l'ambition de refuser les facilités des recettes d'imageries urbaines marchandisées au profit d'une démarche de projet à la fois exigeante et proche des gens.



5. Troisième Révolution Industrielle

L'énergie renouvelée du Nord-Pas de Calais : La troisième révolution industrielle en Nord-Pas de Calais

CORDONNIER Denis, D'AMORE Jean-Jacques (intervieweur). Région Nord-Pas de Calais, 2013. 42 p.

Cette synthèse est basée sur le Master Plan de Jeremy Rifkin, économiste, adaptation de sa vision de la troisième révolution industrielle aux spécificités du Nord Pas-de-Calais. Cette région est la première en France à s'engager dans cette démarche à travers un projet stratégique qui vise à inventer un nouveau modèle économique à l'horizon 2050 pour passer dans l'ère post-carbone. Ce document propose de revenir sur la genèse de ce projet et présente les 5 piliers du Master Plan : passer aux énergies renouvelables, développer les bâtiments producteurs d'énergie, se doter de capacités de stockage de l'énergie, déployer l'internet de l'énergie, et réinventer la mobilité des personnes et des biens. Il propose également un aperçu des impacts d'une telle révolution sur la région. La dernière partie met en lumière les projets ou initiatives déjà mis en œuvre suite aux travaux et rencontres menés dans le cadre de l'élaboration du master plan, et également sur les différentes possibilités de financement.

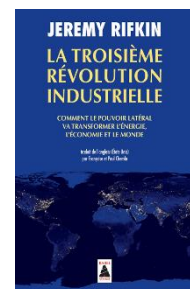


<http://fr.calameo.com/read/00282096041bbcee430b3>

La troisième révolution industrielle : comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde

RIFKIN Jeremy, Actes Sud, 2013. 416 p.

Nous sommes à la fin d'une ère, celle d'une économie fondée sur les énergies fossiles, le travail à temps plein, une gestion marchande du monde... et entrons dans ce que Rifkin appelle la troisième révolution industrielle, qui va bouleverser nos manières de vivre, de consommer, de travailler, d'être au monde. Une analyse lumineuse et providentielle de l'avenir de nos sociétés. (Présentation éditeur)



Vers une économie de la fonctionnalité à haute valeur environnementale et sociale en 2050 : Les dynamiques servicielle et territoriale au cœur du nouveau modèle

VUIDEL P., PASQUELIN B.. ADEME, 2017. 23 p., 299 p., 111 p.

La prospective sur l'économie de la fonctionnalité propose une vision d'un modèle économique «abouti» en 2050 qui répond aux défis d'un développement durable. L'étude explore les tendances lourdes et les signaux faibles menant à des scénarios contrastés, le cheminement possible vers la vision et les conditions de son déploiement. La prospective est complétée par l'analyse de premiers territoires et entreprises engagés dans l'économie de la fonctionnalité.

Les lecteurs trouveront au travers de ces pages de quoi alimenter leur réflexion, leurs actions et poursuivre l'échange sur les conditions et modalités de déploiement d'un modèle de développement plus durable dans ses dimensions économique, écologique et sociale.

<http://www.ademe.fr/vers-economie-fonctionnalite-a-haute-valeur-environnementale-sociale-2050>

Economie Circulaire : un atout pour relever le défi de l'aménagement durable des territoires - Livre blanc

ADEME, OREE, INDDIGO, juin 2017. 100 p.

Le contexte mondial d'augmentation de la population et de diminution des ressources et matières premières impose de réfléchir au passage d'une économie linéaire vers une économie circulaire.

Avec de plus en plus d'habitants vivant en ville, le défi de la circularité est avant tout urbain.

L'aménagement des territoires doit y contribuer en limitant les approches en silo et en agissant de

manière intégrée pour que toutes les ressources du territoire soient mobilisées dans un seul et même objectif : faire de nos territoires et de nos villes des espaces sobres et résolument circulaires. Et si l'économie circulaire devenait un atout incontournable pour la planification et l'aménagement des territoires ? Par le biais d'une exploration, l'ADEME tente de mettre en lumière des clés pour comprendre, s'interroger, agir et expérimenter le sujet. Ce livre blanc vise à poser les bases de la réflexion et à diffuser auprès des porteurs de projets, des collectivités et des acteurs socio-économiques une nouvelle approche de l'aménagement et la planification urbaine.

<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/livre-blanc-economie-circulaire-defi-amenagement-durable-territoires-010264-v1.pdf>

Politique de la ville et développement durable. Prêts ? Partez !

Collectif, CR-DSU, in *Les Cahiers du DSU* n° 51 - automne-hiver 2009-2010. 46 p.
À visée prospective, ce numéro traite de la prise en compte du développement durable dans les territoires engagés en politique de la ville, et du croisement nécessaire entre les deux démarches. Après avoir introduit concepts et problématique, la première partie pose la question des enjeux pour les habitants. La seconde et la troisième partie de ce numéro interrogent respectivement les enjeux pour les territoires et pour les professionnels.



Transition écologique : bye-bye vieux monde

In *La Gazette des communes* (Dossiers d'actualité), février 2018.

La transition écologique passe par la sobriété, un moindre recours aux énergies fossiles et une meilleure prise en compte des autres problématiques environnementales. Elle s'appuiera aussi sur les acteurs situés au-delà de la sphère publique. Retranscrits dans un plan climat national et une programmation pluriannuelle de l'énergie, les engagements climatiques de la France offrent un cadre aux territoires, appelés à revoir leur modèle de développement. Certaines collectivités vont donc devoir se transformer radicalement. Repousser les décisions qui s'imposent serait probablement une erreur. Mais pour être bien accepté, le processus de transformation ne devra oublier personne en chemin.

<http://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/transition-ecologique-bye-bye-vieux-monde/>

Rev3 : la Troisième révolution industrielle en Hauts-de-France

<http://rev3.fr/>

Rev'urbain, innover pour les quartiers prioritaires

AGUR, in *Cahier de l'Agur* n°16, novembre 2017.

Dans le cadre de la mise en œuvre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain), une importance toute particulière est accordée aux innovations susceptibles de faire évoluer les pratiques vers de nouveaux modèles plus écologiques et solidaires.

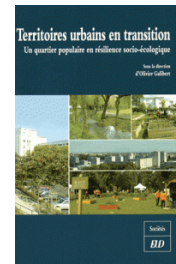
La Communauté Urbaine de Dunkerque s'est saisie, en lien avec l'Agur, de l'opportunité de la démarche TRI1 « Rev3 » en Hauts-de-France pour répondre à ces nouveaux enjeux dans les quartiers en pleine mutation. A la suite d'un premier état des lieux, l'organisation d'un séminaire le 21 juin 2017 a permis aux acteurs locaux de rencontrer des spécialistes de la TRI et des porteurs d'initiatives concrètes en faveur de l'innovation. Ce cahier est la première étape d'un travail de restitution de ce temps d'échange et de formalisation des premières orientations en vue d'intégrer les principes de la Troisième Révolution Industrielle dans les projets de renouvellement urbain.

http://www.agur-dunkerque.org/DocumentsPublications/Cahier_16.pdf

Territoires urbains en transition : un quartier populaire en résilience socio-écologique

Sous la direction d'Olivier Galibert, Ed. Universitaires de Dijon, 2015.

Dans le cadre d'un projet de recherche destiné à accompagner la transition écologique, cette étude identifie les leviers d'une consommation durable à l'échelle d'un quartier d'une ville moyenne, la Fontaine d'Ouche à Dijon. Il s'agit d'éclairer les dimensions économiques, géographiques, psycho-sociologiques et communicationnelles de la consommation et l'émergence de l'innovation citoyenne. (©Electre 2016)



Pour une transition écologique citoyenne

JOLLIVET Marcel, C. L. Mayer, 2015.

Le sociologue propose un essai sur le rôle des chercheurs et de la société civile dans la prise de conscience de l'impact des activités humaines sur l'environnement, ainsi qu'une réflexion sur les travaux et les échanges des participants à un forum de 2011 consacré à la transition écologique et politiques environnementales à mener. (©Electre 2016)

L'âge de la transition : en route vers la reconversion écologique

BOURG Dominique (dir.), Alain KAUFMANN, Dominique MEDA, Les petits matins, Institut Veblen pour les réformes économiques, 2016.

Des spécialistes de diverses disciplines livrent une réflexion commune sur la transition écologique et sur ce que cette notion recouvre. Ils interrogent les technologies à privilégier, les postures philosophiques et juridiques à adopter, son financement, la refonte du modèle social, etc. (©Electre 2016)



Visions citoyennes : Penser la transition des territoires

JOLY Christophe, Educagri, 2014.

Mobiliser les énergies, favoriser la création de projets locaux ou bien résister face à des législations incongrues privilégiant les monopoles et favorisant la concurrence, tels sont les enjeux à venir pour construire une autre société, plus écologique et plus respectueuse des hommes et des territoires. Des initiatives existent : Kokopelli pour préserver une diversité semencière, le concept d'agrinergie pour produire différemment et la coopérative Biopartage pour mieux consommer sont présentés dans ce film. Autant d'exemples qui illustrent la possibilité de construire des alternatives possibles à notre modèle actuel de société.

6. Développement économique

Pop-Up dév éco : le quartier activateur – Synthèse

IREV, septembre 2017. 23 p.

Cette synthèse vise à donner un aperçu des échanges riches et denses qui se sont tenus lors du Pop-Up dév éco : le quartier activateur, le 21 septembre 2017 à Amiens, au Quai de l'Innovation. Le lecteur y trouvera des zooms sur des témoignages, des points d'information et des renvois vers des ressources ; fiches d'expérience et documents permettant à chacun de continuer à échanger sur le sujet et pouvoir construire sa propre stratégie de développement économique locale appliquée aux quartiers.

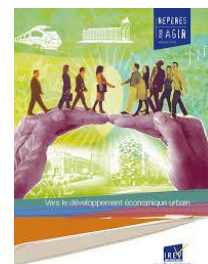
http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_du_pop-up_0.pdf

Vers le développement économique urbain

IREV, *Repères pour agir* n°5, 2015. 95p.

L'ouvrage se concentre sur la définition d'un développement économique urbain. Ce nouveau modèle questionne en premier lieu le système d'acteurs et invite à, conjointement, aller vers les acteurs privés (les entreprises) et les habitants des quartiers concernés. Favoriser le croisement de ces mondes apparaît un préalable à l'opérationnalité, qu'il s'agisse de susciter l'implantation d'entreprises dans ou à proximité des quartiers, de faciliter l'entrepreneuriat et la création d'activités par les habitants ou encore de mailler compétences des quartiers et besoins de main d'œuvre.

<http://www.irev.fr/article/vient-para%3CAEtre-vers-d%3%A9veloppement-%3%A9conomique-urbain-juillet-2015>



Effets de la rénovation urbaine sur le développement économique et l'emploi

CGET, *En détail*, novembre 2016, 27 p.

Douze ans après le lancement du programme national de rénovation urbaine (PNRU), le CGET publie une étude sur ses effets sur le développement économique et l'emploi. De réels progrès sont observés dans les quartiers : l'activité économique et commerciale – qu'elle soit nouvelle ou transférée – y a trouvé sa place ; les clauses d'insertion ont prouvé qu'une mobilisation de l'ensemble des partenaires sur un objectif précis produit des résultats tangibles. Alors que commence le nouveau programme national de renouvellement urbain, ces constats invitent à aller plus loin en inscrivant le développement des quartiers dans les stratégies d'agglomération et en s'appuyant davantage sur les ressources et les potentiels de leurs habitants.

<http://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/effets-de-la-renovation-urbaine-sur-le-developpement-economique-et-l-emploi>

Le guide pratique : Consolider la dimension économique des territoires en rénovation urbaine

ANRU, octobre 2013. 93 p.

Ce guide capitalise les bonnes pratiques repérées lors du premier programme de rénovation urbaine. Il s'organise autour de quatre parties répondant à quatre questions - objectifs : quel potentiel de développement pour les quartiers en rénovation urbaine ; comment formuler le projet ; comment réaliser concrètement les actions et opérations ; quelle méthodologie suivre pour réussir des implantations économiques et/ou commerciales.

<http://www.anru.fr/index.php/fre/Mediatheque/Publications/Le-guide-pratique-Consolider-la-dimension-economique-des-territoires-en-renovation-urbaine>



Etat des lieux du commerce et de l'artisanat dans les quartiers d'intérêt national du NPNRU - Focus régional : Hauts-de-France

Epareca, 2018. 6 p.

Au cours du second semestre 2015, Epareca a mené un état des lieux dans les 216 quartiers prioritaires du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), dont 25 quartiers en Région. Le but, recenser les activités commerciales et artisanales de ces quartiers afin de disposer d'informations qualitatives et quantitatives permettant d'évaluer le dynamisme économique, commercial et artisanal, de ces territoires.

Cet état des lieux permet de produire une photographie de l'existant à l'aune des projets urbains envisagés afin de caractériser les évolutions du tissu commercial, de cibler les interventions à conduire pour conforter les polarités les plus fragiles et de disposer d'un éclairage sur le potentiel économique, notamment artisanal, de ces quartiers.

Les départements concernés par l'étude sont : Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme.

Les commerces dans les quartiers : une offre à revitaliser et diversifier

CGET, *En Bref* #13, février 2016.

A travers cette synthèse sur les commerces dans les quartiers, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a souhaité mieux connaître les handicaps des équipements actuels d'une part, et les besoins et comportements de consommation des habitants des quartiers d'autre part, pour mieux y répondre.

<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-13-cget-02-2016.pdf>

Les bénéficiaires des clauses d'insertion dans le cadre du PNRU

VANDERSTOCKEN Alexis (CGET – ONPV), ANRU, in *Rapport ONPV 2017*.

Cette fiche thématique fait partie du zoom, composé de 7 fiches thématiques, réalisé par l'ONPV sur « le renouvellement urbain comme pilier de la politique de la ville ». Ces fiches font notamment le point sur l'avancement physique, financier et contractuel (combien de protocoles et conventions signés) du programme national de rénovation urbaine.

http://www.onpv.fr/uploads/media_items/ra-onpv-fiches-3-7-3-13-sans-num%C3%A9ro.original.pdf

SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'innovation et d'Internationalisation)

Région Hauts-de-France, Délibération n°20170444 du 30 mars 2017

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/srdeii.pdf>

Politique de la ville et ESS : initiatives, analyses et éclairages.

Collectif, RTES (Repères), septembre 2016. 109 p.

Fruit d'un an de travail, le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) publie, avec le soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), un guide sur la politique de la ville et l'économie sociale et solidaire (ESS).

Composé d'outils méthodologiques, d'éclairages et d'un panorama d'initiatives, il vise notamment à accompagner les acteurs engagés dans un contrat de ville ou une stratégie de développement économique dans leurs actions de soutien aux projets concourant à la création d'emploi dans les quartiers prioritaires. Ce guide délivre également un certain nombre de recommandations, notamment en matière de financements mobilisables ou de structuration de filières. Dans ce cadre, il incite à se saisir de la commande publique comme « levier à la disposition des collectivités pour contribuer à structurer des filières économiques locales ». L'exemple du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, qui a, à travers ses appels d'offre, incité les structures d'insertion à se regrouper sur le territoire est ainsi exploré.

http://rtes.fr/IMG/pdf/PublicationPolVille_VF-compressed.pdf

7. Urbanisme transitoire, gestion transitoire

Urbanisme temporaire : définitions, acteurs, outils et enjeux : Livrable 1

Collectif. Paris : Plateau Urbain, 2017, 45 p.

Ce document est la première partie d'une étude globale sur l'évaluation des projets d'urbanisme temporaire. Une enquête effectuée par les étudiantes de l'atelier professionnel de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (master Aménagement et urbanisme) pour le compte de Plateau Urbain.

https://docs.wixstatic.com/ugd/b94efa_4b8e94bb7cc74be5893efbf588446228.pdf



L'urbanisme transitoire : optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ?

IAU Ile-de-France, 2018. 102 p.

Délaissés, friches, terrains vagues... : toutes ces dénominations aux limites parfois floues font écho à des moments d'indécision dans la production urbaine et architecturale, à des périodes de crise économique (désindustrialisation, délocalisations), à des héritages insolubles, des terrains condamnés par la pollution des sols ou de trop longues négociations foncières. Dans ces espaces se sont longtemps installés des usages sans titre préfigurant en partie l'urbanisme transitoire, où des occupations culturelles ont notamment pu être développées et parfois, pérennisées. Comment définir l'urbanisme transitoire ? Comment fonctionne-t-il ? Analyse de 69 projets.

http://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1427/UrbanismeTransitoire.pdf



Habiter le transitoire : de la précarité à l'ancrage temporaire

METTETAL Lucile, DIGUET Cécile, in *Note rapide de l'IAU n°770*, mars 2018. 4 p.

L'habitat transitoire évoque des réalités multiples et une palette de publics, allant des grands exclus en quête d'un toit, aux hypermobiles assumés. Longtemps appréhendé sous l'angle de la précarité et de la marginalité, le temporaire vient nourrir les défis architecturaux, bouleverser le rapport à la norme et renouveler les stratégies d'intervention des acteurs du logement et de l'hébergement.

http://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1444/NR_770_web.pdf

8. Gestion urbaine de proximité

Coûts et bénéfices de la gestion urbaine

JOUANDEAU Marianne et KACZA Damien (CGET), avec BONETTI Michel (Le sens urbain), BOUVIER Jean et LLORENTE Marie (Ville en œuvre), in *Rapport ONPV 2017*.

Cette fiche thématique fait partie du zoom, composé de 7 fiches thématiques, réalisé par l'ONPV sur « le renouvellement urbain comme pilier de la politique de la ville ». Ces fiches font notamment le point sur l'avancement physique, financier et contractuel (combien de protocoles et conventions signés) du programme national de rénovation urbaine.

http://www.onpv.fr/uploads/media_items/ra-onpv-fiches-3-7-3-13-sans-num%C3%A9ro.original.pdf

La gestion urbaine de proximité en chantier

IREV, Union sociale pour l'habitat, *Repères pour agir* n°2, 2010. 87 p.

Le programme national de rénovation urbaine doit être l'opportunité d'aborder collectivement la question de la qualité de la gestion, de faire un état sans complaisance des difficultés rencontrées et de l'effectivité des réponses apportées. L'enjeu est essentiel : si une gestion de qualité permet évidemment de pérenniser les investissements, elle est surtout un signe de respect pour les habitants des quartiers, qu'ils soient concernés ou non par la rénovation urbaine. La pérennisation des démarches de GUP, au-delà de la période de mise en œuvre des projets, doit tenir compte notamment des difficultés à animer dans la durée la coopération entre les différents acteurs (bailleurs et collectivités) et de la capacité de ces acteurs à interroger leurs actions et à adapter leurs organisations.

Basée sur les résultats d'une démarche de qualification et de capitalisation portée conjointement par l'IREV (Centre de Ressources Politique de la Ville en Nord-Pas-de-Calais), l'Union Sociale pour l'Habitat et l'AR Habitat Nord Pas-de-Calais, cette publication retrace les acquis et questionnements du travail collectif associant bailleurs et collectivités, avec l'implication des directions de projet, et permet d'explorer les conditions de pérennisation de la gestion de proximité dans les projets de rénovation urbaine au-delà la durée des projets ANRU.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=24815



9. Sources en ligne

CGET

<http://www.cget.gouv.fr>

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) conseille et appuie le Gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et de soutien au développement des territoires.

ANRU

<https://www.anru.fr/>

L'agence nationale pour la rénovation urbaine met en œuvre des projets de renouvellement urbain afin de transformer les conditions de vie de 5 millions d'habitants.

URH Hauts-de-France

<http://www.hlm-nord-pas-de-calais.org/sitepages/default.aspx>

L'Union régionale de l'habitat Hauts-de-France regroupe les organismes de logement social de toute la région. Elle est chargée de représenter l'ensemble de ces organismes auprès des instances régionales et d'animer le réseau interbailleur.

Réseau RECI

<http://reseau-reci.org/>

Le Réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration) est composé de structures intervenant dans le domaine de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations. Il a pour objectif de favoriser une action collective et mutualisée dans le domaine de la production de connaissances autour de ces questions.

- Il propose des ressources sous la forme d'une base de données documentaires regroupant plus de 20000 notices bibliographiques (articles, rapports publics, ouvrages, supports multimédias...) sur les thématiques de l'intégration, des migrations et de la lutte contre les discriminations. Elle est accessible à tous, gratuitement. <http://biblio.reseau-reci.org> regroupe

Learning Center Ville Durable

<http://learningcenters.nordpasdecals.fr/ville-durable/fr>

Le Learning center interroge la ville, d'aujourd'hui et de demain, à une époque où nous devons réinventer d'autres modèles de société. Son ambition est de contribuer à l'émergence de la ville de demain et de la penser avec tous ses habitants.

Les fonctions du Learning Center se déclinent autour de trois axes principaux que sont la médiation, la formation et la recherche.

Réseau National des Centres de ressources politique de la ville

<http://www.reseau-crpv.fr/>

Forts de leurs spécificités, le plus souvent reflets de leur ancrage local, les centres de ressources politique de la ville s'appuient sur leur réseau national pour tirer parti de leurs complémentarités. Ce réseau a pour objet de mettre en commun des sources, des ressources et des analyses.

Alors que chaque centre de ressources possède sa propre identité et ses outils de communication, ce portail a vocation à valoriser les dynamiques de collaboration qui animent le réseau, ainsi que les savoirs et savoir-faire qui peuvent être mobilisés.

Cosoter

<http://cosoter-ressources.info/>

C'est un réseau de professionnels et une base en ligne de ressources, créée en 2009, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale : COSOTer. Des centres de ressources politique de la ville du réseau national en sont membres et alimentent quotidiennement la base documentaire.

Metropolitiques.eu

<http://www.metropolitiques.eu/>

Revue électronique internationale créée pour favoriser les débats et confronter les savoirs et les savoir-faire sur la ville, l'architecture et les territoires. Elle est animée par des enseignants-chercheurs et des praticiens issus de la plupart des disciplines de l'urbain : elle favorise le croisement des savoirs et la confrontation entre des travaux académiques et des expériences de terrain liées au monde professionnel, politique ou associatif.

Villedurable.org

<https://villedurable.org/>

Revue du web et plateforme collective d'information sur les solutions pour un développement urbain durable.

POPSU : plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines

<http://www.popsu.archi.fr/>

Cette plate-forme vise à rendre accessibles les connaissances et les problématiques développées par les milieux de la recherche sur la fabrique de la ville. Elle met en dialogue l'expertise des acteurs locaux et les savoirs des milieux de la recherche pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions de l'espace urbanisé. Trois programmes ont été lancés : deux programmes de recherche, co-construits avec de grandes agglomérations françaises (POPSU 1 et POPSU 2), et un programme d'échanges sur des projets d'aménagement développés dans des villes françaises et européennes (POPSU Europe).

PUCA : Plan Urbanisme Construction Architecture

<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/>

Le Plan Urbanisme Construction Architecture est une agence interministérielle chargée de faire progresser les connaissances sur les territoires et éclairer l'action publique. Il initie des programmes de recherche incitative, recherche-action, expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation dans ces domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, etc.

UIA : Urban Initiative Actions (Actions Innovatrices Urbaines)

<http://www.uia-initiative.eu/fr/>

Actions Innovatrices Urbaines est une Initiative de l'Union Européenne qui permet aux aires urbaines en Europe de mettre en œuvre des solutions nouvelles et innovantes afin de faire face aux défis urbains qu'elles rencontrent.

Club Ville Aménagement : Association de Maîtres d'ouvrages d'opérations urbaines.

<http://www.club-ville-amenagement.org/>

Les réflexions du Club Ville Aménagement émanent des groupes de travail thématiques qu'il réunit périodiquement. Elles sont rendues publiques grâce à des ouvrages consécutifs aux colloques qu'il organise ou aux études préparatoires accessibles sur ce site. Le club propose également un cycle de conférences.



Urbanisme : la revue

<https://www.urbanisme.fr/>

Site de la revue Urbanisme, proposant un accès aux sommaires des numéros parus et à quelques articles en intégralité.

Blog Villes Intelligentes : imaginer, expérimenter la #smartcity

<http://www.caissedesdepots.fr/villesintelligentes>

Depuis la fin de l'année 2016, le groupe Caisse des Dépôts a choisi de s'engager activement au côté des acteurs des villes du futur, petites, moyennes ou grandes.

Ce blog fait partie d'un ensemble d'actions qu'il mène sur ce vaste sujet. Il se veut un endroit de confrontation d'idées, ouvert à toute personne souhaitant enrichir ce débat. Les contributeurs proviennent donc de différents horizons, à l'intérieur du Groupe autant qu'à l'extérieur : élus, experts, entreprises, citoyens passionnés, associations, think tank...

Le Wiki Friches de LIFTI

<http://wikifriches.lifti.org/wiki/Accueil>

Le WIKIFRICHES est une initiative et une marque déposée par LIFTI (Laboratoire d'Initiatives Foncières et Territoriales Innovantes), fonds de dotation créé fin 1996 à l'initiative de partenaires, privés et publics, soucieux de contribuer au renouvellement urbain, notamment par une meilleure connaissance des marchés fonciers et par le développement des connaissances, des process et des projets relatifs aux friches. Le WIKIFRICHES se propose de regrouper, d'archiver, de classer et de mettre en perspective la connaissance sur le sujet des Friches, afin d'en faciliter l'accès aux professionnels du secteur et aux internautes curieux ! Les connaissances à regrouper sont d'ordre académique, ou relèvent de process et de bonnes pratiques, ou se rapportent à l'actualité des friches et de leur écosystème.



Retrouvez les actualités de la politique de la ville et les ressources de l'IREV ainsi que son agenda et les offres d'emploi en région sur www.irev.fr



Retrouvez les actualités de la Halles aux Sucres de Dunkerque et du Learning Center Ville Durable, lieu de travail pour les professionnels de la ville sur www.halleauxsucres.fr